LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 14 NOVEMBRE 2014

SOMMAIRE

1) Ils nous « laissent tomber »
2) Ah bon !
3) Enfin il arrive ??!!
4) La petite…
5) Et trois de plus!
6) Les banques et ses paradis fiscaux…

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Dans la manif de policiers : «Les politiques nous laissent tomber»

A l'appel du syndicat Alliance, les policiers manifestent pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Quelques milliers de policiers ont défilé aujourd'hui à Paris contre la dégradation de leurs conditions de travail.

Il a 52 ans, et c'est la seconde manifestation de sa vie. La première fois, il avait 16 ans, c'était une «manif étudiante». Nicolas, policier en région parisienne, le cheveu grisonnant, manifestait ce jeudi à l'appel du syndicat des gardiens de la paix Alliance entre Bastille et République, à Paris. Avec quelques milliers de collègues, il est venu dénoncer la dégradation de ses conditions de travail, et le mal-être généralisé qui traverse la police.

L'austérité n'épargne pas les policiers. Dans un contexte de rigueur, leur situation matérielle se dégrade. Stéphane, de la police des frontières, dit travailler avec des «jumelles coupées en deux depuis cinq ans». Les véhicules à plus de 200 000 kilomètres au compteur sont légion, et les policiers sont obligés d'acheter eux-mêmes leur porte-menottes s'ils ne veulent pas les accrocher à leur ceinture. «A moins d'aller à Lourdes, se lamente Nicolas, on ne peut pas espérer de miracle.» Depuis 2010 et le gel du point d'indice des fonctionnaires, les salaires stagnent. Et les moyens humains diminuent.

A l'instar de bien des agents publics, les forces de l'ordre ne trouvent plus de sens dans leur travail. Ceux qui manifestaient ce jeudi exècrent la politique du chiffre qu'on leur impose. Stéphane «ne comprend pas» ces exigences. Il dénonce «des chiffres tronqués, des interpellations fictives» et raconte, mi-amusé mi-désespéré, les absurdités kafkaïennes de son quotidien : pour «faire du chiffre», il interpelle des dizaines de clandestins dans les trains qu'il contrôle avant de les laisser partir, faute de moyens pour les maintenir en détention. Mais l'interpellation est comptabilisée, le chiffre est noté, la hiérarchie heureuse.

Des policiers corses agitant fièrement le drapeau à la tête de maure se plaignent qu'on privilégie l'arrestation de dix consommateurs de drogue à celle du dealer qui organise l'ensemble : à 10 contre 1, il n'y a pas photo quand la quantité fait politique. Même idée quand Jean-Philippe, lunettes de soleil sur le nez, enquêteur, cite de mémoire une réplique du film de Bertrand Tavernier L 627 :«un bâton de dix grammes, un bâton d'un kilo, c'est toujours un bâton dans les statistiques...»

«Racisme antiflic»

Fonctionnaires déçus, les policiers se sentent également en danger. Un groupe de policiers versaillais parle du «racisme antiflic» qu'ils subissent quotidiennement, de la «violence gratuite» dont ils font l'objet. Ils dénoncent les «insultes systématiques» qu'ils reçoivent, se plaignent du «manque de sanction».«Que du bon pour les voyous et rien pour nous», avance Nicolas. Les Corses ne comprennent pas que «des gamins de 13 ans leur crachent à la gueule», et racontent comment avec des boules de pétanque percées et remplies de plombs de chevrotine, certains de leurs collègues se sont fait attaquer.

Alors, les policiers s'en prennent aux politiques. «Les lois Taubira nous font beaucoup de mal» avance l'un d'eux. Mais le malaise est plus profond. «Qu'ils aillent tous se faire foutre», «ce sont tous des voyous», «les uns et les autres, ils n'ont rien montré», se lâchent des policiers versaillais. «Les politiques nous laissent tomber» affirment, plus mesurés, les agents corses. Entre Sarkozy qui mettait en avant les statistiques et Manuel Valls qui défend les «indicateurs de tendance», les policiers ne voient aucune différence. Marine Le Pen ? «En tant que citoyens, beaucoup en ont marre» se contente de suggérer un agent. Il y a comme une nostalgie qui traverse les forces de l'ordre, celle d'un «temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître» comme le chante un Versaillais, quand, dans les années 1960, l'autorité de la police était respectée. Quand le commissaire n'était pas encore un «gestionnaire», un «chef d'entreprise».

«Champ de bataille»

Lorsqu'on parle aux policiers de la mort de Rémi Fraisse, il y a toujours un temps de retenue, une déploration du «drame». Mais en entrant dans le détail, les mots se durcissent : «Il n'y a eu réaction que parce qu'il y a eu action». Tous renvoient à la violence infligée aux forces de l'ordre sur le «champ de bataille de Sivens», s'accordent pour dire qu'il «est tellement facile d'engager la responsabilité d'un fonctionnaire». Quelques uns émettent des doutes quant à la cause de la mort du jeune homme : «Des éléments de preuves ont disparu» veulent croire certains. L'usage des grenades offensives ? Il ne faut «certainement pas» le remettre en cause s'exclament en cœur les policiers corses, quelques heures avant l'annonce du ministre de l'Intérieur annonçant leur interdiction. Nicolas, qui bat le

le pavé pour la deuxième fois de son existence, résume: «C'est malheureux qu'il soit mort, mais ça me fait quand même moins de peine que ça soit lui qu'un collègue.»

Amos REICHMAN

liberation.fr

II) Fini les hausses d'impôts, vraiment ? Flottement au gouvernement

Par L'Obs avec AFP

Le secrétaire d'Etat au budget Christian Eckert a jeté le trouble en déclarant qu'il ne fallait pas "graver dans le marbre" cette promesse.

François Hollande avait affirmé la semaine dernière qu'"à partir de l'année prochaine, il n'y aurait pas d'impôt supplémentaire pour qui que ce soit". PHILIPPE HUGUEN / AFP

Les impôts n'augmenteront plus en France d'ici 2017, a martelé jeudi 13 novembre le gouvernement, après un cafouillage en matinée autour de ce qui est devenu une promesse économique phare de François Hollande.

Le secrétaire d'Etat au budget Christian Eckert a jeté le trouble en tout début de journée sur RTL, déclarant :

« *On ne peut pas graver dans le marbre une situation qui dépend d'un contexte international que nous ne maîtrisons pas*."

Il répondait à la question : "Et l'année prochaine, dans le budget de l'année prochaine, il n'y aura aucune augmentation de rien, de quoi que ce soit ?

" François Hollande avait affirmé la semaine dernière qu'"à partir de l'année prochaine, il n'y aura(it) pas d'impôt supplémentaire pour qui que soit".

"Le Président a donné un cap [...] c'est de réduire les déficits et de ne pas casser la croissance", a souligné le secrétaire d'Etat, ajoutant toutefois que "pour atteindre un cap, parfois, il faut tirer quelques bords".

"La porte est fermée"

Il a ensuite rectifié ses propos auprès de l'AFP, affirmant que "l'engagement du président de ne pas décider d'augmentations supplémentaires d'impôts pour qui que ce soit à partir de 2015 (serait) tenu ».

« *Le taux de prélèvement obligatoire baissera jusqu'en 2017*", a-t-il encore dit.

Le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll a, lui, levé toute ambiguïté en déclarant depuis le perron du palais de l'Elysée : "On me disait 'est ce que la porte est entrouverte ?' La porte est fermée. Le président de la République a été clair."

"Il n'y aura pas d'augmentation d'impôt, ça a été dit par le Président de la République, ça s'appliquera. Je ne fais pas d'autres commentaires, je dis simplement les choses telles qu'elles sont : il n'y aura pas d'augmentation d'impôt", a-t-il martelé.

Plus tôt sur iTélé, Stéphane Le Foll avait déjà fait passer le message en déclarant qu'il "n'y aura(it) pas de hausse d'impôt décidée l'année prochaine, en 2015, par le gouvernement". "Pour moi, c'est gravé dans le marbre", a-t-il insisté.

Le débat récurrent en France autour de la pression fiscale a repris en raison de diverses augmentations d'impôts décidées ces dernières semaines, qu'il s'agisse de la fiscalité du gazole, ou de la possibilité donnée aux communes de surtaxer des résidences secondaires sous certaines conditions.

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Le prochain congrès du PS sera organisé début juin 2015

Le Monde.fr

Par Nicolas Chapuis et Bastien Bonnefous

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, le 23 octobre. | AFP / PATRICK KOVARIK

Le prochain congrès du Parti socialiste sera organisé les 5, 6 et 7 juin 2015. La commission chargée de délibérer sur la date du prochain congrès du PS doit se prononcer jeudi 13 novembre en début de soirée en faveur de ce calendrier, proposé par le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis.

Cette date correspond à la préconisation faite lundi 10 novembre par la Haute autorité du PS. Elle doit être encore validée par le conseil national du PS qui se réunit samedi à l'Assemblée nationale. Quant au nom de la ville qui accueillera le congrès, il sera décidé ultérieurement, à la mi-décembre. Plusieurs circulent déjà : Avignon, Nantes, Metz…

Ainsi, c'est dans sept mois que les militants vont être appelés aux urnes pour renouveler l'ensemble de leurs instances fédérales et nationales, et choisir qui sera le futur premier secrétaire du PS.

Alors que la politique économique du gouvernement est contestée par une partie des cadres et des militants socialistes, ce congrès sera un moment de test pour le président de la République qui pourrait voir ses positions dans le parti fragilisées.

LAPRESSEENREVUE.EU

L'exécutif plaidait pour 2016

Redoutant son issue, les proches de M. Hollande comme ceux de M. Valls ont milité ces dernières semaines pour organiser ce congrès le plus tard possible, au cours de l'année 2016. Pour les « hollandais », c'était une façon d'en limiter les débats, en plaidant que les socialistes ne devraient pas se diviser lors d'un congrès si près de la présidentielle de 2017. Pour les amis du premier ministre, un tel agenda permettait de garder toutes les portes ouvertes pour leur champion, en cas d'échec du président de la République.

Le collectif « Vive la gauche », qui réunit les députés frondeurs et l'aile gauche du PS, plaidait au contraire pour l'organiser le plus vite possible en 2015. S'appuyant sur les statuts du parti, qui exigent l'organisation d'un congrès à mi mandat – c'est-à-dire fin 2014 – ils soulignaient la nécessité d'en presser la préparation. Ils étaient soutenus dans cette démarche par le dernier né des mouvements du parti, « Cohérence socialiste », animé par les députés Karine Berger, Valérie Rabault, Yann Galut et Alexis Bachelay.

Le pari de Cambadélis

Au milieu de ces débats, Jean-Christophe Cambadélis avait bien pris soin de garder le silence. « Si ça ne tenait qu'à moi je l'organiserais en février 2015 », confiait récemment le premier secrétaire du PS d'un air amusé, pariant sur la désorganisation de ses camarades pour préserver son poste.

L'enjeu est grand pour M. Cambadélis, nommé à la tête du PS sans l'aval des militants en avril suite à la formation du premier gouvernement Valls et à la nomination de Harlem Désir au poste de secrétaire d'Etat aux affaires européennes. Il faudra à ce spécialiste des montages partisans un grand sens de la synthèse pour réussir à réunir sous la même motion les proches du président, du premier ministre et de Martine Aubry, laquelle incarne une sensibilité plus à gauche dans le PS.

M. Cambadélis espère que ce sont les autres qui devront faire corps autour de lui. « Il s'en fiche de la date, parce qu'il est persuadé qu'à la fin, il arrivera à neutraliser les autres quoiqu'il arrive », explique l'un des dirigeants du PS. « Il n'a pas les moyens de jouer son jeu comme il l'entend, il a un rapport de loyauté avec le président qu'il le veuille ou non », tempère un proche de M. Hollande.

Pour réussir « son » congrès, M. Cambadélis veut

en faire un moment de discussion – en plus de ce que proposeront les différentes motions – autour de deux thèmes imposés : la réforme des institutions et la fin du quinquennat. Il compte également présenter dès le conseil national de samedi une « charte » définissant la « nouvelle identité » du PS, fruit de la synthèse issue des états généraux du parti organisés ces derniers mois.

Les socialistes critiques unis ?

L'un des enjeux politiques du congrès à venir est la capacité à s'unir de toutes les sensibilités critiques du PS. S'ils veulent peser contre les partisans de la politique gouvernementale et de l'axe Hollande-Valls, l'aile gauche du parti, les proches des anciens ministres Benoît Hamon et Arnaud Montebourg, comme les amis de Martine Aubry, doivent s'entendre pour faire bloc.

Les statuts du PS prévoient que les candidats des deux « motions » arrivées en tête s'affrontent pour le poste de premier secrétaire. La synthèse qui définit la ligne du parti doit en revanche se faire autour de la motion plébiscitée par les militants. « Le nouveau mode de scrutin nous oblige à nous unir dès le premier tour », explique ainsi Emmanuel Maurel, l'actuel leader de l'aile gauche du PS, qui avait recueilli 13 % des votes militants lors du congrès de Toulouse fin 2012. Le député européen rêve de faire du futur congrès un moment de « confrontation idéologique qui prenne à bras le corps la question de la politique économique menée par le gouvernement ».

Mais le retour de Benoît Hamon, allié de circonstance avec Arnaud Montebourg, complique la donne. Une partie de l'aile gauche ne lui a pas pardonné d'avoir œuvré à l'installation de Manuel Valls à Matignon en avril. Si des discussions ont commencé entre les différentes tendances de l'aile gauche, un participant concède qu'il n'y a pour l'heure qu'« une ébauche de rassemblement ».

Dans ce paysage, reste surtout à savoir ce que vont faire les « aubrystes ». Les troupes de la maire de Lille, qui représente une sensibilité importante au centre et à la gauche du PS, sont pour l'instant divisées entre ceux qui participent au mouvement « Vive la gauche », et les autres qui restent plus proches de l'actuelle direction. « Le but n'est pas de dézinguer l'actuel premier secrétaire, mais de peser politiquement sur la ligne du parti », confie un proche de Mme Aubry.

Nicolas Chapuis
Journaliste au service France, chef adjoint temps réel

Bastien Bonnefous
Journaliste au Monde

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Les projets urbains parisiens gangrénés par une guéguerre politicienne

L'aménagement de la porte de Charenton fait partie de ces projets majeurs dont on ne discute pas. (Crédits : Reuters)

Jean-Pierre Gonguet

Jamais autant de projets urbains d'envergure n'ont suscité aussi peu de débats de fond à Paris. Anne Hidalgo en présente une impressionnante série au prochain conseil de Paris, mais l'opposition ne s'occupe que de museler ses éventuels dissidents pour la mettre en minorité sur la tour Triangle.

« Je ne sais plus. Vraiment. Il y a un mois, on pouvait savoir qui, à l'UMP ou l'UDI, dans un

vote à bulletin secret, soutiendrait Anne Hidalgo. Aujourd'hui, Nathalie Kosciusko-Morizet est tellement dans une stratégie politicienne déconnectée de la réalité économique, que je ne sais plus rien. » C'est l'un des meilleurs connaisseurs de la tour Triangle, un chef d'entreprise élu, qui parle ainsi.

Lundi matin, Anne Hidalgo présentera au conseil de Paris le projet de déclassement du terrain de la porte de Versailles qui permettra de construire cette tour, dont le permis de construire est déjà déposé, et que tous les groupes politiques parisiens (sauf les Verts) soutiennent depuis le début, mais dont NKM a décidé, pendant sa campagne, qu'elle ne se ferait jamais. Une tour essentiellement de bureaux, 500 millions d'investissement d'Unibail, jointe au Parc des Expositions de la porte de Versailles, que Viparis est en train de rénover totalement pour 500 autres millions.

Sur le premier projet : Jacques Herzog et Pierre de Meuron. Sur l'autre : Dominique Perrault, Christian de Portzamparc et Jean Nouvel. Architecturalement. Mais comme le dit Jean Louis Missika, l'adjoint d'Anne Hidalgo en charge de l'urbanisme, « Paris est la seule ville au monde où l'on se pose ce type de question : doit-on ou non faire un projet à l'intérêt économique évident ?

Un projet qui génére 5.000 emplois pour sa construction et en crée 5.000 pour son exploitation ? Un projet d'une qualité environnementale quasi parfaite ? Il y a un microclimat politicien à Paris, alors que la seule question que l'on devrait se poser, c'est de savoir si c'est un bon projet pour Paris ou non ! »

UDI, UMP et PC ont des positions à géométrie variable

Il est vrai que la teneur des discussions politiques de couloir n'est pas forcément à la hauteur des projets urbains que veut faire passer Anne Hidalgo la semaine prochaine. Entre des communistes, dont on ne sait pas encore ce qu'ils vont faire et dont le président de groupe tombe subitement malade lorsqu'on lui demande sa position sur la tour Triangle, et des UMP qui passent plus de temps à faire la chasse aux dissidents potentiels qu'à élaborer des raisons sérieuses de refuser aujourd'hui ce qu'ils ont voté hier, des centristes qui se plaignent des pressions des lobbies de la promotion immobilière ou du monde économique pour les faire changer (une fois de plus !) de position, il n'y a que les Verts qui sont constants : contre, quoi qu'il arrive !

La maire de Paris, lors du conseil de Paris du 17 novembre, joue l'avenir des grands projets urbains de la capitale pour sa mandature. Mais le débat purement politicien sur la tour Triangle peut phagocyter celui sur les 23 sites urbains pour réinventer Paris ou ceux de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul (transformé en écoquartier), de Bercy Charenton, de la Porte Maillot, et beaucoup d'autres.

Anne Hidalo est en train de redessiner Paris, en particulier avec ses projets sur les portes de Paris (La Chapelle, Aubervilliers, Charenton...), et elle le fait de plus en plus avec les communes avoisinantes (Saint-Denis et Aubervilliers, peut être Neuilly). Et les débats sont quasiment inexistants. Dommage.

Jean-Pierre Gonguet

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Patrimoine des élus : le parquet saisi des cas de trois parlementaires UMP

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) a annoncé jeudi avoir saisi le parquet du cas de trois parlementaires UMP, dont les déclarations de patrimoine ont omis des "avoirs détenus à l'étranger". Il s'agit des députés Bernard Brochand (Alpes-Maritimes) et Lucien Degauchy (Oise), ainsi que du sénateur Bruno Sido (Haute-Marne).

La Haute autorité a précisé à l'AFP qu'il n'était pas exclu qu'elle saisisse à l'avenir le parquet d'autres dossiers de parlementaires, l'examen de leurs déclarations de patrimoine n'étant pas terminé.

Dans un communiqué envoyé peu avant l'annonce de la Haute autorité, M. Sido, par l'intermédiaire de son avocat, Me Jean-Marc Fedida, avait indiqué avoir omis dans une déclaration de patrimoine remontant à 2011 l'existence d'un "compte à la banque cantonale vaudoise", dont il avait hérité en partie, et pour lequel il a procédé à une régularisation en 2013. "Il ne s'agit en aucune façon d'argent public, ni d'un sujet lié à ses mandats électifs, mais au contraire d'une question d'ordre familial et privée", précisait sa défense.

Sur ces trois dossiers de parlementaires, "la Haute Autorité estime qu'il existe, au regard des différents éléments dont elle a connaissance, un doute sérieux quant à l'exhaustivité, l'exactitude et la sincérité de leurs déclarations de situation patrimoniale, en raison notamment de l'omission d'avoirs détenus à l'étranger". Elle "a jugé nécessaire de porter ces faits, susceptibles de constituer des infractions pénales, à la connaissance du procureur de la République de Paris et lui a transmis l'ensemble des trois dossiers".

Le fait pour un député d'omettre de déclarer une partie substantielle de son patrimoine ou de fournir une évaluation mensongère de son patrimoine est passible d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende, en vertu des lois sur la transparence de la vie publique d'octobre 2013. Peut être prononcée, à titre complémentaire, l'interdiction d'exercer une fonction publique.

VI) Les banques françaises dépendantes des paradis fiscaux

Plus d'un quart du chiffre d'affaires réalisé à l'international par les cinq plus grandes banques vient de paradis fiscaux, selon une étude de 19 ONG et syndicats.

Les grandes banques françaises opèrent encore avec des paradis fiscaux. © David Vincent / AP Photo

SOURCE AFP

Un peu plus d'un quart (26 %) du chiffre d'affaires réalisé à l'international par les cinq plus grandes banques françaises vient de paradis fiscaux, selon une étude publiée jeudi par la plateforme paradis fiscaux et judiciaires, qui regroupe 19 ONG et syndicats. Cette étude utilise pour sa définition du paradis fiscal une large liste de 60 pays établie en 2009 par le Tax Justice Network. La plateforme a toutefois exclu les États-Unis, le Royaume-Uni et le Portugal de la liste pour ne pas fausser ses données.

En analysant les documents de référence des banques BNP Paribas, Société générale, BPCE, Crédit agricole et Crédit mutuel, la plateforme constate qu'un tiers de leurs filiales étrangères se trouvent dans des paradis fiscaux. Ces filiales sont essentiellement spécialisées en solutions de placement, financement structuré ou gestion d'actifs, l'activité de détail y étant très minoritaire (2 fois moins qu'ailleurs pour BNP Paribas, et 3 fois moins pour Crédit agricole), selon l'étude.

Le Luxembourg est le paradis fiscal préféré des banques françaises, avec 117 filiales. Les banques y enregistrent près du quart du chiffre d'affaires qu'elles réalisent dans les paradis fiscaux . Il est suivi par la Belgique, Hong Kong et la Suisse.
Les Îles Caïman constituent le trou noir des activités bancaires

Autre conclusion, les Îles Caïman constituent le trou noir des activités bancaires, avec des chiffres d'affaires très disparates (parfois négatifs), une quinzaine de filiales dénombrées pour les grandes

banques françaises mais aucun employé, au motif qu'ils sont localisés dans d'autres pays ou que les activités réalisées sont imposées dans d'autres territoires. L'étude relève également que les paradis fiscaux sont plus attractifs que les pays émergents, les banques françaises y réalisant 3 fois plus de chiffre d'affaires que dans les Brics (Brésil, Russie, Chine, Inde, Afrique du Sud).

"Ces chiffres, même partiels, confirment que le recours aux paradis fiscaux, loin d'être anecdotique, est au coeur du fonctionnement des banques ayant des stratégies internationales", estime Grégoire Niaudet du Secours Catholique - Caritas France, co-auteur de l'étude cité dans un communiqué.

Les membres de la Ppateforme, parmi lesquels Les Amis de la Terre, Transparency International ou la CFDT, demandent à ce que les États du G20 obligent l'ensemble des entreprises à plus de transparence sur les richesses créées pays par pays. Le sujet de la transparence et l'évasion fiscale devraient être au menu du G20 les 15 et 16 novembre, après les révélations sur un vaste système d'évasion fiscale au Luxembourg ("Luxleaks") la semaine dernière.

lepoint.fr